

Café géographique à Toulouse le 25.04.2012

Peut-on encore vivre en ville ?

Marie-Christine JAILLET

Marie-Christine JAILLET est directrice de recherche à l'UMR 593 (Laboratoire « Solidarités, Sociétés, Territoires » - LISST-CIEU, CNRS) à l'Université de Toulouse II-le Mirail. Elle travaille sur la ville et la recomposition des territoires liée à la mobilité. Ses recherches portent notamment sur la fragmentation et la tripartition de la ville.

Les deux paradoxes de la ville

Derrière le titre « Peut-on encore vivre en ville ? » se cache la question « A-t-on encore envie de vivre en ville ? ». C'est en effet de plus en plus difficile pour un nombre croissant de nos concitoyens. Or, les politiques publiques depuis deux décennies poussent fortement à lutter contre l'étalement urbain et à créer un nouveau modèle de « ville dense ». Ce discours politique très injonctif, qui disqualifie la périurbanisation, n'est pas nouveau : dans les années 70-80 au nom du refus du mitage de l'espace, aujourd'hui au nom du développement durable (revenir à une ville de proximité avec des déplacements courts afin de lutter contre le réchauffement climatique).

D'où le premier paradoxe : malgré ce discours, la périurbanisation se poursuit depuis le milieu des années 70 : un nombre croissant de citadins, ou qui l'ont été à un moment de leurs parcours, quitte la ville pour la périphérie. Il faut donc s'interroger sur l'efficacité des politiques publiques, mais aussi sur les modes de vie et les aspirations de nos concitoyens. Second paradoxe, à l'échelle de la planète, hors des pays développés, dans les pays du Sud, l'urbanisation continue, on quitte la campagne pour essayer d'aller en ville. Ainsi, au refus de la ville dans les pays développés répond l'urbanisation croissante des pays du Sud.

A la question « Qui a envie de vivre en ville ? », il y a deux types de réponses, subjectives (l'envie) et objectives (la capacité). Depuis 30 ans, il est de plus en plus difficile pour la plupart des jeunes ménages (couples avec deux enfants) et pour l'essentiel de la classe moyenne, de rester en ville compte-tenu du renchérissement du marché immobilier. Plus la ville, dans l'économie mondialisée, devient attractive sur le plan économique, plus elle devient – et surtout le centre-ville – inaccessible. Comment rendre la ville accessible ?

La ville à trois vitesses

Mais on ne peut pas en rester simplement à ces raisons objectives. Il faut revenir sur les aspirations de nos concitoyens, et pour cela comprendre ce qui structure les grandes villes selon trois processus :

- **La gentrification** ou l'embourgeoisement des centres anciens. Toulouse est très symptomatique, depuis les années 80, de ce transfert du peuplement du centre-ville, qui gagne maintenant les faubourgs (St-Cyprien, puis les Minimes, par exemple). Les efforts des collectivités publiques, dans le domaine des déplacements en particulier, pour rendre la ville plus accessible jouent contre cette accessibilité car ils participent au renchérissement immobilier le long des lignes de métro et de tramway. Un processus lourd d'embourgeoisement combine la présence d'une bourgeoisie traditionnelle déjà installée (commerçants, professions libérales) et l'arrivée des nouvelles élites économiques.
- **La périurbanisation** : les ménages de la classe moyenne, à un moment particulier de leur vie, quittent la ville pour s'installer à la périphérie sur le modèle pavillonnaire (pavillon + jardin individuels). Ils le font à la fois sous contrainte et sans contrainte. Leur stratégie résidentielle obéit à des aspirations sociales très fortes :
 - la tranquillité sociale : le cosmopolitisme et la diversité de la ville sont vécus non comme une richesse, mais comme une menace. On cherche un environnement social maîtrisé, c'est-à-dire des gens qui vous ressemblent, qui ont les mêmes valeurs et n'obligent pas à faire un effort d'apprentissage de la différence.
 - la commodité : la ville est considérée comme inconfortable parce que dense, les déplacements y sont difficiles à gérer, à l'inverse du lotissement périphérique. Mais sans perdre le contact avec la ville : les périurbains sont des urbains, pas des citadins, qui ont accès à la ville, mais sans ses nuisances.
 - la reproduction sociale : en particulier par l'accès à l'école, considérée comme donnant aux enfants les meilleures conditions qui assurent la reproduction sociale, à l'abri des risques imaginés de la ville.

La périurbanisation est un mouvement de fond : plus le sentiment d'insécurité sociale monte, plus la périurbanisation est la réponse à la demande de sécurisation sociale, dans un environnement socialement trié, avec la certitude que les voisins vous ressemblent, à l'abri des différences sociales qui inquiètent. Depuis 30 ans, ce mouvement résiste au retour à la ville dense et à la réduction de la périurbanisation.

Pour autant, la périurbanisation n'est pas socialement homogène. On est dans une forme que la recherche appelle une « urbanisation de clubs », des espaces fragmentés à l'échelle communale ou infra-communale, une marqueterie qui juxtapose des clubs homogènes mais socialement différenciés entre eux.

- **La relégation** : les populations qui sont les perdantes dans l'économie mondialisée sont des populations qui, en ville, font les frais des mécanismes de tri urbain et sont rejetées vers des espaces disqualifiés, déqualifiés, généralement en France des grands ensembles HLM en périphérie de l'agglomération.

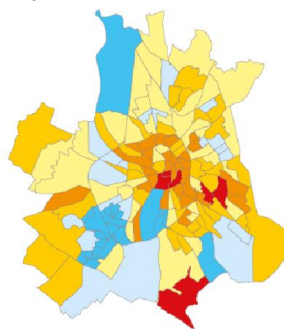
Toulouse est dans une situation particulière puisque son territoire même contient ses propres espaces de relégation dans les grands ensembles du sud-ouest de la ville : un isolat très marqué, un niveau de ségrégation socio-ethnique particulièrement fort. Si l'on compare la composition socio-ethnique des élèves de collège (là où se joue la question scolaire), le taux de ségrégation à Reynerie-Bellefontaine au Mirail est deux fois plus élevé que le taux du collège de Bordeaux où la ségrégation est la plus forte. La ghettoïisation est incluse dans le périmètre de la ville et non à la périphérie. Ainsi combine sur son propre territoire communal les deux processus de gentrification et de relégation.

La ville, c'est l'interaction, voire l'affrontement, des trois processus de gentrification, périurbanisation et relégation, sur un fond général où **la ville n'est plus désirée**. Le modèle, ou le mythe, comme espace de vie, où se construisait une conscience d'appartenance commune, où se jouait aussi une partie de l'identité commune, est en grande difficulté. Aujourd'hui, il y a des conduites qui poussent à la fragmentation, à des logiques urbaines d'appariement électif. La logique de club apparue dans les zones périurbaines existe aussi dans la ville dense sous la forme de résidences fermées, fondées non pas tant sur un processus de sécurisation, que sur l'homogamie sociale, l'assurance qu'on est dans un espace où le tris social s'est opéré, où on est certain que les voisins sont proches de vous. Rien de communautaire dans cette logique, il n'y a pas de relations fortes entre voisins, c'est une logique de l'entresoi dans une société socialement insécurisée.

CARTES

Répartition des cadres et professions intellectuelles supérieures à Toulouse en 2008.

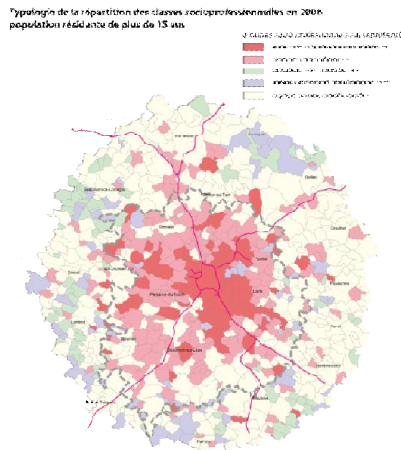
Cadres et professions intellectuelles supérieures



La dominante jaune (cadres et professions intellectuelles supérieures) indique le processus de gentrification de la ville de Toulouse : Côte pavée depuis longtemps, mais aussi poussée vers le nord (Minimes), vers le sud (Ranguel) et vers l'ouest (St Simon). C'est un renversement depuis le début des années 80 où des logements modestes mais très bon marché étaient alors accessibles. Aujourd'hui, ces C.S.P. (catégories socio-professionnelles) ont un rapport au lieu, au quartier, tout à fait ambivalent : d'un côté une hyper-mobilité (bi-résidence, déplacements de travail, vacances, etc.) qui en apparence les empêche de s'investir totalement ; d'un autre

côté, elles profitent de tous les services liés à la centralité et font preuve d'une grande vigilance quant à leur cadre de vie (mixité sociale, densification). Grâce à leur capacité d'expertise, elles ont un fort pouvoir d'intervention dans le débat public : ainsi la campagne de préservation des « Toulousaines » (maisons modestes aujourd'hui rénovées), à la fois patrimoine de qualité et enjeu social (refus de la densification, de la diversité sociale, de l'arrivée d'autres populations). Or la densification est le seul moyen d'enrayer la périurbanisation.

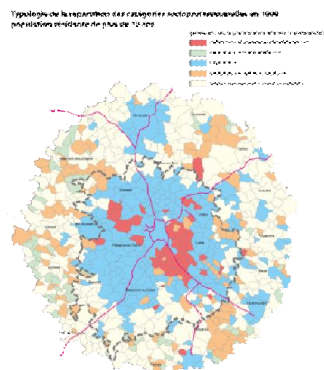
Sur-représentation des C.S.P. dans l'aire urbaine en 2006.



A cette échelle, on voit nettement la ville à trois vitesses :

- en rouge, les cadres et professions intermédiaires au centre. Le processus de gentrification gagne maintenant les communes de la première couronne (Ramonville, Balma) qui étaient seulement périurbaines il y a trente ans.
- en jaune pâle, les employés, ouvriers et retraités à la périphérie. Le processus de périurbanisation s'inscrit dans un gradient centre-périphérie : si la première couronne est atteinte par la gentrification, la périurbanisation gagne les 2^o puis 3^o couronnes par un phénomène d'éviction qui pousse les ménages les plus modestes de plus en plus loin de la ville où le foncier est moins cher. A rapprocher du vote Front national au 1^o tour des élections (22 avril) qui explose dans les zones rurales (pas n'importe lesquelles) et périurbaines (les plus éloignées et les plus modestes).

Sur-représentation des CSP dans l'aire urbaine en 1999



En bleu et en jaune pâle : les employés, ouvriers et retraités sont sur-représentés notamment au sud-ouest de l'aire urbaine où se trouve l'essentiel du parc HLM. C'est la zone de

ghettoïsation, qui s'est encore aggravée depuis 1999. La question de fond est ici celle du logement social, au centre ou à la périphérie ; la tendance est partout au refus de la proximité avec des gens différents de soi par la pauvreté et/ou l'origine ethnique, selon une logique d'agrégation affinitaire et de méfiance de ce qui incarne la différence. Paradoxe de la ville : c'est à la fois le lieu de la diversité et du refus de celle-ci. Mais ce refus n'est pas uniforme : ceux qui ont un « capital social » (expression de Pierre Bourdieu) acceptent parfois la proximité de la différence, mais parce qu'ils ont le moyen de la contourner, notamment par la scolarisation. Ainsi à Arnaud Bernard, quartier très diversifié, résident des CSP moyennes ou supérieures dont les enfants vont dans des écoles non diversifiées : on accepte la diversité quand on a les moyens d'en éviter les effets.

DÉBAT

Question 1 : L'apparition des éco-quartiers, comme celui de la Cartoucherie, modifie-t-elle cette tendance ?

M.C. Jaillet : A mon avis, non. Le problème de fond est la mixité sociale, le discours actuel est que la ville puisse retrouver à la fois la diversité sociale et un sentiment commun d'appartenance grâce à la mixité. Mais il n'est pas possible de l'imposer : d'où l'idée d'organiser la ville selon une logique d'îlots résidentiels côte à côte, le lotissement pavillonnaire à proximité de l'immeuble HLM, mais chacun travaille ailleurs, envoie ses enfants à différentes écoles, etc. C'est un modèle de juxtaposition et non d'interaction sociale : des espaces de plus en plus fragmentés qui, à l'échelle d'un quartier comme le Mirail, donnent une impression globale de diversité, mais sans interactivité. La proximité ne suffit pas pour faire la mixité. Derrière la construction d'éco-quartier, il y a le mythe des années 60, où l'habitat, le travail, l'école, les amis étaient dans le même quartier. En réalité, les modes de vie sont aujourd'hui réticulaires et les relations s'affranchissent de la proximité géographique. Le métro est un lieu de mixité, mais éphémère, et des études aux Etats-Unis montrent que les transports publics sont de plus en plus empruntés par des populations captives, modestes ou pauvres, qui n'ont pas d'autres choix. Nos réseaux sociaux fonctionnent de façon affinitaire, comme pour s'affranchir de la contrainte sociale.

2 (inaudible) : sur la notion de contrainte sociale.

M.C.J. : Depuis les années 60, la mobilité est fondée la vie urbaine contemporaine. Au XIX^e s. et au début du XX^e, les citadins, moins mobiles, étaient contraints de vivre sur un même espace dense. Cet effet de contrainte produisait de la société. Michelle Perrot raconte l'expérience des Boulevards parisiens où, le dimanche, l'ouvrier et le bourgeois se croisaient et se toisaient, assumant à la fois leur différence sociale (le vêtement par exemple) et la nécessité de vivre ensemble et de pacifier les rapports sociaux. Quand cette contrainte disparaît, quand chacun peut choisir de vivre où et avec qui il veut ou ne veut pas, comment fabriquer de la société ? Je n'ai pas de réponse, mais j'observe que, lorsque le régime de contrainte est levé, le risque de fragmentation sociale est réel. Faut-il renoncer à l'idée (en partie mythique) que la ville est à la fois espace de la civilisation, de la civilité, et du politique, de la construction de la société ? Le mot urbain désigne à la fois le citadin qui vit en ville et l'urbanité, la politesse, la civilisation : les deux sens renvoient à l'obligation de

prendre en compte les autres pour avoir des rapports pacifiés. Comment faire société quand la ville est fabriquée plus ou moins selon une logique affinitaire ? Je n'ai pas de réponse, mais je me demande s'il est possible de faire société indépendamment d'un système contraint.

2 : La réponse à cette logique est-elle exclusivement dans la mixité sociale ? N'y a-t-il pas d'autres piste de réflexion : favoriser le vivre ensemble grâce à la mobilité, à la circulation, à la vie associative ou à d'autres dispositifs ? On imagine que les classes moyennes pourraient s'installer dans le quartier du Mirail pour équilibrer la population actuelle, mais celle-ci pourrait aussi se déplacer ailleurs, pour rééquilibrer les zones rurales peut-être ? Le quartier du Mirail a-t-il vocation à être un espace de transition où l'on s'installe à un moment de la vie et qu'on quitte ensuite ? Quels seraient les nouveaux outils à développer ?

M.J.C. : Selon les recherches actuelles, il s'agit de passer du modèle de la ville « creuset du faire société » à un autre modèle adapté aux individus, une ville comme potentiel de ressources d'opportunités, comme une concentration d'offres de toutes natures (services, équipement, etc.), dans laquelle les individus mobiles se tissent un parcours adapté à leurs besoins ou leurs désirs. Cela suppose d'abandonner l'idée du faire société, la question de la commune appartenance se jouerait ailleurs. Les individus se saisiraient des opportunités en fonction de leurs ressources financières mais aussi sociales (capacité d'information). La puissance publique n'a plus alors la fonction de promouvoir la mixité, mais de faire en sorte d'assurer aux citoyens les mêmes chances de se saisir des opportunités. Cette logique implique de renoncer au rôle émancipateur et politique qu'a pu avoir la ville, du moins en Europe et dans les pays latins en particulier, pas aux Etats-Unis. Le sociologue Weber avait bien montré le rôle émancipateur de la ville (affranchissement des tutelles communautaires et familiales), mais aussi la faculté d'accéder au statut de citoyen, de sujet politique. Dans une nouvelle logique, la ville serait génératrice d'opportunités où chacun devrait trouver les ressources adaptées à ses attentes et organiser sa socialité sur des logiques réticulaires, avec plusieurs réseaux à la fois. Mais reste entière la question du citoyen...

3 : Aujourd'hui la ville se développe, les transports permettent d'accéder aux équipements et aux services. N'y aurait-il pas d'autres formes de mise en relation ?

M.J.C. : Pour moi, la ville n'est pas la place du Capitole, ni le territoire de Toulouse ou de son agglomération, c'est un espace labile, sans frontière, et elle n'est génératrice d'opportunités qu'à cette échelle seulement. Habiter la première couronne, c'est habiter en ville. Mais il y a des inégalités d'accès à ces opportunités et c'est à la puissance publique d'essayer d'y remédier. Quelles formes de mise en relation pour faire société ? Chaque individu a aujourd'hui la capacité de structurer son propre réseau social, mais une société n'est pas la somme de réseaux individuels : c'est la capacité à intégrer l'autre dès lors qu'il est différent qui fait société. Les réseaux sociaux individuels fonctionnent sur des logiques d'homogamie : cela fait sociabilité mais pas société. Paradoxalement, les espaces urbains sont de plus en plus diversifiés (à toutes les échelles : Villefranche de Rouergue comme Toulouse) mais restent sur des modèles qui mettent à distance ce qui est différent. Alors, peut-on faire société sans contrainte, et quelle contrainte ?

4 : Notre société d'hypermobilité s'est développée depuis 30 ans sous la double contrainte du marché foncier et du précarité. La solution ne serait-elle pas dans l'universalisme, c'est-à-dire le logement social ouvert à tous, un peu à l'image des HLM des années 60 ?

M.C.J. : Le logement social des années 60 était en effet universaliste, destiné à tous, aux pauvres comme aux classes moyennes. Les HLM n'ont jamais eu, historiquement, comme fonction de loger les pauvres, c'est aujourd'hui que le logement social est conçu comme réponse à leurs besoins. Peut-on revenir à ce logement social universaliste ? Je ne pense pas. Quant au précarité, il repose sur un paradoxe : des gens aux ressources financières faibles profitent quand même des opportunités de la ville et peuvent ainsi cohabiter, mais sans interaction, avec d'autres catégories sociales, du moins dans les interstices de la ville. La mixité est un leurre car elle fait référence à l'immeuble haussmannien où pauvres et riches cohabitaient, mais dans un lien de subordination, entre domestiques et bourgeois, qui aujourd'hui n'existe plus.

5. Quel regard portez-vous sur le désir d'habiter à la campagne, la campagne suffisamment lointaine pour échapper aux logiques urbaines que vous avez décrites, les petites communes où existe de fait une véritable mixité sociale ?

M.J.C. : Il n'y a pas une campagne, mais des campagnes : le citadin à la campagne peut être intégré socialement, ou cohabiter dans l'indifférence, ou de façon conflictuelle. Mais une des caractéristiques de la métropolisation est d'urbaniser les campagnes, y compris les plus lointaines. Les déplacements des actifs toulousains englobe toute la région Midi-Pyrénées et même au-delà (Aude), ce que permet la diversification des modes de travail (2 jours à la campagne, le reste en ville, par exemple). Le prix du foncier joue aussi : les catégories sociales moyennes et supérieures s'installent dans la 2^e ou la 3^e couronne, les ouvriers et les employés plus loin. Mais des gens aisés peuvent aussi s'installer dans des villages lointains pour y trouver des paysages naturels : on y trouve donc à la fois les plus pauvres et les plus riches. Les premiers sont captifs de la campagne, éloignés de la ville par la contrainte foncière, et pas forcément bien accueillis ; la mobilité des seconds leur permet d'échapper à cette contrainte. Par ailleurs, les citadins qui s'installent à la campagne n'y restent pas forcément et le font à un moment donné de leur vie, en fonction des aléas conjugaux ou d'emploi. Enfin, apparaissent les situations bi-résidentielles : la résidence secondaire de l'actif devient peu à peu la résidence principale du retraité ; et les retraités eux-mêmes, même à 80 ans, changent souvent de résidence. Nous sommes dans une société de plus en plus instable géographiquement, on ne s'établit plus, on peut avoir des enracinements multiples, notre rapport à l'espace en est profondément modifié.

6. La démocratie locale ne serait-elle pas une réponse à la question du faire société ? Qu'en serait-il alors du droit de vote local pour les étrangers ?

M.J.C. : Ce qui fonde le droit de vote aujourd'hui est l'habitat, et non le lieu où l'on travaille ou s'amuse et dont on utilise les équipements ; en fait beaucoup de gens vivent plus longtemps ailleurs que là où ils habitent, et n'y ont aucune légitimité citoyenne. C'est tout un débat sur l'organisation de la démocratie locale : quelle est la bonne échelle ? Celle de la commune est-elle encore pertinente ? Je ne crois pas. Le fond du problème est d'organiser la démocratie dans une société de plus en plus mobile. Le vote des étrangers est une question de

même nature : elle ne concerne pas que les étrangers, mais tous les gens mobiles. Qu'est-ce qui fait aujourd'hui la légitimité du droit de vote local ?

7. Cette question a été abordée dans un précédent café géo à Toulouse (29.02.2012), animé par Philippe Estèbe : « Quelle politique pour le territoire ? ». Le compte-rendu se trouve sur le site des cafés géo : www.cafe-geo.net/toulouse.

M.C.J. : La mobilité a en effet des effets sur l'ensemble des dynamiques territoriales, et non seulement sur la ville, laquelle ne se réduit pas à Toulouse. Les catégories sur lesquelles nous fonctionnons deviennent obsolètes : ville/campagne, urbain/rural par exemple. C'est tout notre système de pensée qui est affecté par la métropolisation du territoire.

8. Qu'en est-il de l'articulation entre les différents niveaux de collectivités territoriales (commune, département, région) ? Ainsi, des espaces périphériques ne sont pas utilisés parce qu'une commune exige des milliers d'hectares pour autoriser la construction.

M.C.J. : C'est une des stratégies de préservation du club par l'intermédiaire du foncier : pour avoir le droit de construire, la commune exige par exemple un minimum de 4 ou 500 m², éliminant ainsi les catégories sociales les plus modestes. Nous sommes dans une période de transition : le maillage traditionnel du territoire (commune, canton, etc.), qui a la légitimité politique grâce aux élections, est inapproprié au nouveau maillage qui se met en place (les pays par exemple) qui n'a pas cette légitimité. Il faut repenser la citoyenneté locale en modifiant les modes d'organisation actuels de l'espace, inadéquats aux modes de vie qui se mettent en place.

9. Et l'économie dans tout cela, quel rôle joue-t-elle ?

M.J.C. : Un problème de plus : l'incidence de l'organisation du travail sur la résidence. La question de l'éloignement par exemple : l'idée courante est que les périurbains s'éloignent de plus en plus de la ville, or pour beaucoup ils s'en rapprochent. Beaucoup de couples ont une double activité : si les déplacements des hommes sont plutôt des déplacements de longue distance, donc un éloignement, ceux des femmes actives sont de courte distance et de courte durée et tendent au rapprochement. Et le travail se délocalise aussi à la périphérie... La carrière professionnelle de la femme compte aussi de plus en plus et peut provoquer une dissociation de la résidence, un autre rapport à l'espace : jusqu'à trois lieux différents (un pour l'homme, un pour la femme, un pour le couple), mais c'est encore exceptionnel. Enfin joue également le précaire : les travailleurs pauvres doivent s'adapter aux opportunités de travail (intérim, CDD, etc.) et donc être mobiles. Sans oublier la bi-résidentialité : la maison de campagne des actifs peut se transformer en résidence principale au moment de la retraite. Le modèle traditionnel unique du rapport simple entre résidence et lieu de travail en ville est mis en cause par cette diversification.

10. Bernard Charlery de la Masselière (animateur des cafés géo) : une question sur la gentrification. En dehors de deux ou trois quartiers, le parc immobilier à Toulouse est de mauvaise qualité : quels peuvent être alors les ressorts de la gentrification ?

M.J.C. : La gentrification gagne partout au centre-ville, et elle est bien analysée. Elle s'opère à un moment bien particulier, celui du basculement générationnel : quand le propriétaire décède, les enfants ne sont plus forcément à Toulouse et la résidence est mise en vente. Ce qui

compte alors, ce n'est pas la qualité du bâti, mais son emplacement, destiné à des catégories sociales qui recherchent la ville, la citoyenneté, avec un profil sociologique différent des anciens propriétaires ou occupants. A la Côte pavée, les maisons datent des années 30-40, le basculement et la gentrification sont donc anciens. Aux Minimes, le tissu urbain des années 55-65 bascule depuis quelques années, mais le quartier St-Cyprien résiste davantage. A Rangueil, les maisons « castors » des années 60 sont rachetées en ce moment et transformées (on garde les murs et on refait l'intérieur). La gentrification ne se limite pas au centre-ville. C'est un processus lent, rampant, pas massif, mais irréversible une fois lancé.

11. Peut-on savoir où commence et où finit le périurbain aujourd'hui ?

M.J.C. : Non. Il y a bien des définitions (INSEE), car l'aménagement urbain nécessite de définir des catégories opératoires. Mais, sur le plan de l'analyse, la périurbanisation est un processus, un processus dynamique qui se poursuit et rend obsolètes les définitions statiques. C'est aussi un processus discontinu, pas un étalement en tache d'huile : ainsi le développement urbain le long des infrastructures routières, comme l'autoroute Toulouse-Albi.

Pendant des années, on a tenu sur la périurbanisation des discours de disqualification, de culpabilisation, voire de mépris : le périurbain n'est pas la ville, c'est l'anti-ville pour les urbanistes, un « mitage des campagnes » contraire aux intérêts d'un développement durable et de l'agriculture, voir un mal absolu dans certains discours écologistes. Or, malgré les rapports successifs depuis plus de trente ans (1977, 1982, etc.) et les efforts de planification, le processus continue. Il faut donc poser le problème en d'autres termes, cesser de s'acharner sur les périurbains (qui sont en fait des urbains, profitant des services de la ville proche), s'interroger sur les désirs et les aspirations qui génèrent cette périurbanisation irréversible, et chercher une alternative crédible aux yeux des gens qui s'installent dans la pavillonnaire.

Compte-rendu établi par
Jean-Marc PINET

Annexe : répartition des catégories socio-professionnelles dans les quartiers de Toulouse :

